

## **L'ESS : quelle Histoire ?**

### ***Dynamiques, méthodes et perspectives pour l'histoire de l'économie sociale et solidaire***

Colloque organisé par le CEDIAS avec les soutiens de la COMUE Paris-Lumières, du CHS, du GRHIS, du CHRS-UQAM, de l'ADDES et du CIRIEC

Paris, Musée social, 7 et 8 février 2020

L'économie sociale et solidaire, souvent caractérisée par ses trois composantes principales (associations, mutuelles, coopératives), résulte d'une histoire au moins bi-séculaire liée au développement du capitalisme libéral et à l'organisation du travail qu'il induit. Ses définitions, qui ont évidemment évolué depuis le XIXe siècle et varient selon les pays, sont relatives à ses modes d'organisation économique ou institutionnelle, mais aussi ses valeurs, souvent appréhendées à travers le prisme du politique ou du culturel. Ceci peut expliquer en partie les difficultés que l'ESS et son histoire rencontrent pour être traitées de manière autonome et crédible.

Pourtant, l'histoire de l'ESS ne saurait se limiter à l'histoire des utopies, même si celles-ci peuvent être concrètes ou réalistes. Elle est une histoire d'entreprises, de travailleurs, de classes, de luttes, mais aussi d'internationalisme et de pacifisme. Elle est une histoire à la fois locale et globale, elle ne peut s'appréhender sans l'articulation de la théorie à la pratique. Elle est une histoire totale au sens maussien de « fait social total. »

Les colloques nationaux sur l'ESS (ADDES, AES, RIUESS, GESS), les forums internationaux de l'ES (CIRIEC, ESS Forum international) et les projets européens sur ces thématiques mobilisent des chercheurs des différentes sciences humaines, économiques et sociales, notamment depuis les lois récentes sur l'économie sociale (législation sur l'entreprise sociale en Italie en 2005, loi sur l'ESS de 2014, dite loi Hamon en France, Finance Bill in UK 2014). Parmi eux, les historiens sont rares. Ceci est d'autant plus problématique que les institutions et politiques de l'ESS sont parfois tentées de mobiliser son histoire en vue de leurs intérêts ou alors le plus souvent l'ignorent totalement. Des projets d'ESS considérés comme innovants gagneraient d'ailleurs à être analysés au prisme de l'histoire. Au mieux l'histoire est investie par des non spécialistes, qui peuvent apporter des éclairages, mais ne respectent pas toujours une méthodologie historique.

Peut-être l'histoire de l'ESS semble-t-elle avoir déjà été en grande partie défrichée ? Elle a connu en effet de grandes figures au XXe siècle comme Henri Desroche, qui certes n'était pas historien mais s'intéressait à son histoire, avant de faire l'objet de nombreux travaux sous la direction d'André Gueslin à l'Université Paris7, de Michel Dreyfus au Centre d'Histoire Sociale du XXe siècle (CHS20), mais aussi de nombreux historiens de l'Institut d'Histoire sociale de Gand, du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) au Canada ou encore de nombreuses autres universités dans le monde (Bologne, Cooperative College de Manchester, etc.)

Sans doute, la reconfiguration des militantismes dans le cadre de la restructuration des États-Providence rend-t-elle l'ESS suspecte pour les tenants d'une orthodoxie politique, qu'elle soit libérale ou socialiste. Son ambiguïté dans ses rapports aux institutions, ses

variantes et déclinaisons locales et ses différenciations internationales rendent son approche difficile à appréhender. L'histoire de l'ESS oblige à décliner les échelles et les méthodes. Son approche est nécessairement pluridisciplinaire à une époque où le contexte de la recherche invite à la spécialisation. Aussi, le contexte politique laisse difficilement place à une économie qui initialement voulait dépasser les antagonismes État/marché et travail/capital, ou au moins mener une politique sociale qui dépasse ces clivages.

En effet, la prise en charge des politiques sociales par des partenariats public/privé ou le développement des fondations tendent à faire disparaître les spécificités de l'économie sociale, notamment dans le secteur associatif, dont l'histoire est rarement appréhendée à travers le prisme de l'ESS. Si l'ESS apparaît à l'époque contemporaine avec les révolutions industrielles et politiques, ses pratiques s'inscrivent dans des traditions souvent pluriséculaires de communautés et solidarités. Les travaux sur les solidarités, entraides, confréries, compagnonnages et autres formes de communautés solidaires à travers les âges gagneraient à être interrogés sous le prisme de l'histoire de l'ESS.

Aussi, le développement d'une conscience et des préoccupations écologiques a fait émerger la notion de « communs » dont les principes peuvent en partie rejoindre ceux de l'ESS. A travers ces exemples, la démarche historique invite à réinvestir les espaces et les temporalités de l'économie sociale et solidaire. Ses préoccupations lient le local et le global, des préoccupations quotidiennes et des dynamiques de long terme. Dominée par les études locales ou monographies, l'histoire de l'ESS doit-elle s'interdire de penser global, au risque de se laisser aller à une histoire des idées ou politique qui soit davantage militante que scientifique ? Après des décennies de travaux montrant que l'ESS dans l'histoire n'est pas qu'une utopie, ni une uchronie, doit-elle s'interdire de penser ces concepts (Bouchet, Desmars, Bremand).

Ces problématiques contemporaines nous invitent à revisiter l'histoire de l'économie sociale à travers deux axes thématiques principaux qui permettent la prise en compte de différentes échelles spatiales et temporelles :

- 1) La place de l'ESS dans l'historiographie et le rôle de ses études dans l'articulation des théories d'économie politique aux pratiques sociales
- 2) Les liens entre l'ESS et les institutions politiques, syndicales et religieuses, qui oscillent entre conflits, reconnaissances et banalisation

### **1) La place de l'ESS dans l'historiographie et le rôle de ses études dans l'articulation des théories d'économie politique aux pratiques sociales**

Dès la fin du XIXe, des militants de la coopération ou de la mutualité ont tenu à valoriser l'histoire de leur mouvement à travers les figures pionnières d'Owen, Fourier, Proudhon et les expériences emblématiques de New Lanark, des phalanstères et des premières associations de travailleurs fondées partout dans le monde sous l'influence des révolutions politiques et sociales de 1848. L'histoire de l'ESS devient une histoire militante qui connaît un premier apogée au début du XXe siècle avec l'école de Nîmes et

les projets d'une République coopérative autour de Gide et de l'Alliance coopérative internationale (ACI). Les travaux de Desroche poursuivent cette dimension militante avant que la seconde phase d'institutionnalisation de l'ESS autour des années 1980 soit concomitante avec les travaux plus critiques des décennies récentes, entrepris souvent dans des démarches pluridisciplinaires (ADDES, EHESS, Labo de l'ESS, etc.) Durant la même période, il a été également publié de nombreuses monographies d'associations, mutuelles ou coopératives, qui n'ont pas nécessairement inscrit l'objet étudié dans une histoire plus globale de l'ESS. Par exemple, dans les années 1980, la Mutualité française, notamment sous l'impulsion de René Teulade, s'est lancée dans la valorisation de son histoire, ouvrant ses archives aux historiens et aux universitaires. Des ouvrages de qualité ont été publiés dans la collection "Racines mutualistes". Mais le premier et seul colloque sur l'histoire internationale de la mutualité s'est tenue à Paris en 1992 et un seul colloque a eu lieu sur l'ACI en 2015 à Rome.

Les travaux d'André Gueslin ont montré que l'ES en France s'inscrivait à l'origine dans 4 courants idéologiques : socialiste, libéral, catholique et solidariste. De la même manière, l'histoire de l'ESS s'ancre dans des traditions historiographiques diverses liées aux militantismes de ses acteurs qui ont voulu faire connaître leurs structures de traditions religieuses ou laïques, républicaines, socialistes ou communistes, comme en témoignent de nombreuses monographies.

En dehors de la sphère militante, l'histoire de l'ESS se prête à l'intégralité des approches historiques. Du point de vue des thématiques, bien qu'elle s'incarne davantage dans le champ de l'histoire économique et sociale valorisée au XXe siècle par l'École des Annales, sa tradition idéologique l'ouvre à l'histoire des idées. En même temps, elle implique des méthodes de l'histoire des entreprises ou des institutions par la nature même de ses objets et de ses sources. Propice aux monographies (histoire de mutuelle, d'association ou de coopérative) et biographies (histoire de militants), elle s'ouvre aux prosopographies comme en témoignent les militants associatifs recensés dans le Maitron ou le dictionnaire des coopérateurs. Par ailleurs, les parcours des militants de l'ESS et l'internationalisation d'un grand nombre de ses structures invitent à des approches scalaires et globales avec des entrées aussi bien réticulaires (réseaux, échanges) que verticales (fédération, organisation).

Bien sûr, l'ancrage territorial de l'ESS est indéniable. Mais cet ancrage ne risque-t-il pas de conduire à une patrimonialisation de l'ESS à l'instar de la Fraternelle ou de la Bellevilloise ? L'évolution du patrimoine de l'ESS mérite d'ailleurs une attention particulière. Doit-il être traité comme l'ensemble du patrimoine industriel condamné à la destruction ou restructuration ? Quel avenir alors pour ses archives ? Comment sauvegarder les traces d'actions de militants ? Les réflexions menées par les réseaux internationaux d'historiens peuvent contribuer à éclairer ces questions et réciproquement nourrir leurs travaux.

Un des objectifs du colloque sera justement de faire un état des lieux des méthodes pour l'histoire de l'ESS et des sources exploitables. Des démarches permettant de la renouveler auront toutes leur place comme le croisement des données textuelles avec des données orales ou quantitatives.

## **2) Les liens entre l'ESS et les institutions politiques, syndicales et religieuses, qui oscillent entre conflits et banalisation**

Les projets d'ESS sont souvent porteurs de référentiels politiques ou religieux. Leur étude permet de voir comment une théorie sociale s'ancre dans un contexte économique ou politique. Réciproquement, on peut voir comment des expérimentations sociales sont récupérées à des fins politiques ou religieuses.

L'histoire de l'ESS concerne de fait de nombreux pans de l'histoire religieuse (fondations, œuvres de charité, patronages, etc.) qui tout en cherchant à lutter contre le capitalisme libéral, veulent maintenir une influence religieuse sur la société. La réaction des militants laïcs face à ces œuvres religieuses incite à revoir les conflits entre cléricaux et anti-cléricaux et la place de l'ESS dans le développement des politiques sociales et la construction de l'État-Providence.

Les liens entre l'ESS et les mouvements ouvriers sont encore également à approfondir. Hormis quelques exemples emblématiques comme New Lanark, la verrerie coopérative d'Albi ou la Bellevilloise, les liens entre les socialismes, les syndicats et l'ESS gagneraient à être revisités. Charles Gide considérait les syndicats comme des organismes d'économie sociale et jusqu'au milieu du XXe siècle, les syndicats ont contribué au mouvement coopératif, associatif ou mutuelliste. Comment expliquer le divorce actuel entre l'ESS et le syndicalisme ? L'entrée des fondations et le développement de l'entrepreneuriat social ne peuvent suffire à expliquer le désintérêt des syndicats pour l'ES.

On interrogera également les problèmes posés par l'institutionnalisation de l'ESS. Comment maintenir les valeurs et pratiques originelles quand une institution regroupe des millions d'adhérents, doit gérer des sommes très importantes et négocier avec les pouvoirs publics des aides ou subventions ? La question des financements de l'économie sociale, de leurs évolutions et des comparaisons dans le temps et entre les pays ou régions permet notamment de mobiliser plusieurs approches disciplinaires (anthropologie, sociologie, psychologie) et de revisiter des théories anciennes sur les rapports historiques à l'argent, au travail et à la solidarité.

L'éducation et la formation à l'ESS ont aussi été négligées dans leur forme globale alors que pourtant un grand nombre de militants de l'ESS ont été également des militants de l'instruction, de l'éducation populaire ou de la formation professionnelle. Les contributions aux colloques pourront interroger tous les liens qui existent entre des structures de l'ESS et des institutions éducatives à différentes échelles, comme l'école, la formation ou l'animation socio-culturelle.

D'autres axes de réflexion peuvent également contribuer au renouvellement de l'histoire de l'ESS. Les questions liées au genre ou autres formes de discriminations et d'inégalités en sont un exemple (des structures de l'ESS ont pu se montrer pionnières, d'autres plus rétives sur ces sujets). L'ESS s'est également développée dans les espaces colonisés avant d'être promues dans les politiques de développement récentes. On constate également un rapprochement aujourd'hui entre l'ESS et le développement durable, qui est souvent porté par des structures associatives. L'histoire de l'écologie croise d'ailleurs celle de l'ESS et présente des similitudes. Plus globalement, un grand nombre

d'alternatives économiques dans l'histoire en faveur d'une société plus solidaire peuvent s'inscrire dans une histoire globale ou mondiale de l'ESS, que ce soit du point de vue des modalités organisationnelles (communauté solidaire, gestion collective de ressources, etc.) ou des finalités (justice sociale, bien commun, égalité en droits, etc.) Il appartiendra alors aux contributeurs de montrer en quoi leur étude peut se rattacher à celle de l'histoire de l'ESS.

Les contributions prendront la forme d'une communication de 20 minutes et une publication est envisagée chez un éditeur de l'ESS.

D'autres formes de contributions peuvent être proposées sous la forme d'ateliers, présentation de projets de recherches en histoire de l'ESS, d'archives à exploiter, etc.

Toute démarche innovante permettant justement de valoriser les valeurs associatives, coopératives et mutuelles peut être acceptée si elle s'inscrit dans une démarche historique.

Les propositions de contribution prendront la forme d'un résumé de 5000 signes présentant la problématique et la méthodologie, quelques références bibliographiques et une présentation de l'auteur. Elles sont à adresser avant le 1<sup>e</sup> juin 2019 sur :

<https://histoire-ess.sciencesconf.org/>

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter :

Olivier CHAÏBI : [olivier.chaibi@u-pec.fr](mailto:olivier.chaibi@u-pec.fr)

Patricia TOUCAS-TRUYEN : [patricia.toucas@gmail.com](mailto:patricia.toucas@gmail.com)

Timothée DUVERGER : [t.duverger@sciencespobordeaux.fr](mailto:t.duverger@sciencespobordeaux.fr)

Une réponse sera fournie avant le 15 juillet 2019. N'hésitez pas à nous contacter d'ici là pour davantage de précisions.

Colloque Histoire de l'économie sociale et solidaire :

Organisé par le Cédias-Musée social avec la participation de la COMUE Paris-Lumières, du CHS, du GRHIS, du CHRS-UQAM, de l'ADDES et du CIRIEC

Comité d'organisation :

BELOUET Eric (Cédias)  
CHAÏBI Olivier (IDHES)  
DUVERGER Timothée (ScPo Bordeaux)  
TOUCAS-TRUYEN Patricia (CHS)

Comité scientifique :

BLIN Alexia (CENA, EHESS)  
DOLINO-BRODIEZ Axelle (CNRS-Centre Norbert Elias)  
DREYFUS Michel (CHS, Paris)  
GACON Stéphane (Centre Georges Chevrier, Dijon)  
GEORGI Frank (CHS, Paris)  
GURNEY Peter (Essex)  
HAYAT Samuel (CNRS-CERAPS)  
LESPINET-MORET Isabelle (CHS, Paris)  
MAREC Yannick (GRHIS, Rouen)  
MAURER Catherine (EA ARCHE, Strasbourg)  
MERIGGI Maria Grazia (Université de Bergame)  
MIGNEMI Niccolo (École française de Rome)  
PETITCLERC Martin (CHRS, Montréal)  
ROUSSEAU Yvan (CIÉQ, Trois-Rivières)  
SINEY Charlotte (URCA)  
VAN GOETHEM Geert (AMSAB, Gent)

Liste des organismes participant :

- Cédias (Centre d'études, de documentation, d'information et d'actions sociales, Paris)
- COMUE Paris-Lumière
- CHS (Centre d'histoire sociale des mondes contemporains, UMR 8058, Paris)
- GRHis (Groupe de recherche d'histoire, EA 3831, Rouen)
- CHRS (Centre d'Histoire des régulations sociales, Montréal)
- ADDES (Association pour le développement des données sur l'économie sociale)
- CIRIEC (Centre International de Recherche et d'Information sur l'Économie Publique, Sociale et Coopérative)

**What history for the social economy?**  
***Dynamics, methodologies and prospects for the social and solidarity economy's history***

Conference organized by the CEDIAS with the participation of the COMUE Paris-Lumières, the CHS, the GRHIS, the CHRS-UQUAM, the ADDES and the CIRIEC  
Paris, Musée Social, February 7-8 2020

The social and solidarity economy (SSE), often defined by its three main components (associations, mutual societies, cooperatives), is the result of a two-century history, linked to the development of liberal capitalism and the work organization it implies. Its definitions, which have obviously evolved and varied from country to country since the 19<sup>th</sup> century, depend on economic or institutional modes of economic organizations, but also on values, often understood through the lens of politics or culture. This explains partly the difficulties that the SSE and its history have encountered to be studied in a credible and autonomous manner.

However, the history of the SSE should not be restricted to that of utopian projects, even when those are concrete or realistic. It is a business history, a labor history, a history of social classes and struggles, pacifist and internationalist, both at the local and the global scales. And it cannot be understood without apprehending together its theory and its practices. It has to be written as a “total history”, just as Marcel Mauss talked about “total social facts”.

National conferences on the SSE (ADDES, AES, RIUESS, GESS), international forums (CIRIEC, ESS Forum international), and European projects on those topics currently mobilize many researchers in humanities, economics and social sciences. Those research programs have been encouraged by recent legislative changes in this field (2005 legislation on social enterprises in Italy; 2014 Hamon Act on the SSE in France; 2014 Finance Bill in the UK). However, only a few historians are following the movement, which is problematic at a time when the political institutions of the SSE are tempted either to exploit its history in order to serve their own interests or, most of the time, to completely ignore its lessons. Moreover, it would really be an asset to analyze SSE projects that are deemed innovative, through an historical lens. At best, history is enlisted by non-specialists, who are able to provide some insights, but do not always follow a proper historical methodology.

Has the SSE history been entirely covered? Indeed, many important figures took an interest in this topic in the 20<sup>th</sup> century. Henri Desroche, who was not a professional historian, but worked on this history, was one of them. Important research projects were also conducted under the supervision of André Gueslin at Paris 7 University, Michel Dreyfus at the Centre d'Histoire Sociale du XXe siècle (CHS20). And numerous historians from the Institut d'Histoire Sociale of Ghent, the Canadian Centre de recherche sur les innovations sociales, or from many other universities over the world (Bologna, Manchester Cooperative College, etc.) have also contributed to build this field of research.

There is no doubt that the reconfiguration of political activism in the context of the restructuring of welfare states may have rendered the SSE suspect for the advocates of political orthodoxies, whether neo-liberal or socialist. Its ambivalence towards formal institutions, and its local as well as international variations make it difficult to fully grasp. The history of the SSE makes it necessary to vary both scales and methods of analysis. Its approach must be multidisciplinary – a very important condition in a context where research is encouraged to be always more specialized. Besides, the political context is not favorable to an economic conception which initially sought to go beyond traditional antagonisms between state and markets, labor and capital, or at least to promote social policies that would go beyond these oppositions.

Indeed, the use of public-private partnerships to implement social policies, and the development of philanthropic foundations tend to make the specificities of the social economy blurry. It is especially the case for the sector of associations, whose history is rarely tackled as part of the SSE. If the SSE appeared at the contemporary period, in the context of political and industrial revolutions, its practices are in line with traditions of communities and solidarity that are often centuries old. Research on solidarity, mutual aid, brotherhood societies, and other forms of solidarity communities throughout the ages would benefit from being examined from the perspective of the SSE's history.

Also, the development of ecological awareness and concerns has led to the emergence of the notion of “commons”, the principles of which can partly overlap with those of the SSE. Through these examples, the historical approach invites us to reinvest the spaces and temporalities of the social and solidarity economy. Its concerns link the local and the global, daily preoccupations and long-term dynamics. Dominated by local studies or monographs, should the history of the SSE refrain from thinking globally, at the risk of indulging in a history of ideas or a political history that would be more militant than scientific? After decades of work showing that the SSE in history is neither just a utopia nor *uchrony*, should it refrain from thinking about these concepts? (Bouchet, Desmars, Bremand).

These contemporary issues invite us to revisit the social economy's history through two main topics that allow us to take into account different spatial and temporal scales:

- 1) The place taken by the SSE in historiography and the role of its studies in articulating political economy theories with social practices.
- 2) The links between the SSE and political, trade union and religious institutions, which fluctuate between conflict, recognition and trivialization.

### **1) The place taken by the SSE in historiography and the role of its studies in articulating political economy theories with social practices.**

Since the end of the 19th century, cooperation or mutuality activists have been keen to promote the history of their movement through the pioneering figures of Owen, Fourier, Proudhon and the emblematic experiences of New Lanark, the *phalanstères* and the first workers' associations founded throughout the world under the influence of the political



and social revolutions of 1848. The history of the SSE became a militant history that reached its first peak at the beginning of the 20<sup>th</sup> century with the Nîmes school and the projects of a Cooperative Republic around Charles Gide and the International Cooperative Alliance (ICA). Desroche's work pursued this militant dimension, before the second phase of institutionalization of the SSE around the 1980s. In the recent decades, more critical research projects have been undertaken, often in multidisciplinary approaches (ADDES, EHESS, Labo de l'ESS, etc.), while many monographs are produced, which do not necessarily include the subject studied in the SSE themes. For example, in the 1980s, the Mutualité française, particularly at the instigation of René Teulade, embarked on the process of enhancing its history, opening its archives to historians and academics. Important books have been published in the "Racines mutualistes" series. But the first and only Colloquium on the international history of mutuality was held in Paris in 1992 and only one Colloquium on the ICA in 2015 was held in Rome.

André Gueslin's work has shown that the social economy in France was originally part of four ideological currents: socialism, liberalism, Catholicism and Solidarism. Similarly, the history of the SSE is rooted in diverse historical traditions linked to the militancy of its actors who wanted to emphasize their religious or secular traditions, their republican, socialist or communist orientations, as it clearly appears in the numerous monographs produced by these diverse movements.

Outside the militant sphere, the history of the SSE lends itself to all historical approaches. From the point of view of themes, although it is more in line with the economic and social history valued in the 20<sup>th</sup> century by the *École des Annales*, its ideological tradition opens it to the history of ideas. At the same time, it involves methods from business history or the history of institutions by the very nature of its objects and sources. Propitious to monographs (history of mutual societies, associations or cooperatives) and biographies (history of militants), it is open to prosopographies as shown by the associative militants listed in the Maitron dictionary or the cooperators' dictionary. In addition, the careers of SSE activists and the internationalization of many of its structures invite scalar and global approaches with both reticular (networks, exchanges) and vertical (federation, organization) inputs.

Of course, the territorial inscription of the SSE is undeniable. But is this inscription not likely to lead to a patrimonialization of the SSE in the way of what happened at la Fraternelle or la Bellevilloise? The evolution of the SSE's heritage deserves particular attention. Should it be treated like all industrial heritages condemned to destruction or restructuring? What future then for its archives? How to save the traces of activists' actions? The reflections carried out by international networks of historians can help to shed light on these questions and reciprocally inform their work.

One of the objectives of the conference will be to take stock of the methods for the history of the SSE and the sources that can be used. Steps to renew it will have their place, such as the cross-referencing of textual data with oral or quantitative data.

**2) The links between the SSE and political, trade union and religious institutions, which fluctuate between conflict, recognition and trivialization.**

SSE projects often carry political or religious references. Their study shows how a social theory is embedded in an economic or political context. Conversely, they show how social experiments can be exploited for political or religious purposes.

The history of the SSE touches many parts of religious history and institutions (foundations, charities, patronages, etc.), which, while seeking to fight against liberal capitalism, aim to maintain a religious influence on society. The reaction of secular activists to these religious works prompts a reconsideration of the conflicts between clerics and anti-clerics and the place of the SSE in the development of social policies and the construction of the welfare state.

The links between the SSE and labor movements also need to be further developed. Beyond a few emblematic and well-known examples such as New Lanark, the cooperative glass factory in Albi or la Bellevilloise, the links between socialism, trade unions and the SSE should be revisited. Charles Gide considered trade unions as social economy organizations and until the middle of the 20<sup>th</sup> century, trade unions indeed contributed to the cooperative, associative or mutualist movement. How can we explain the current divorce between the SSE and trade unionism? The rise of foundations and the development of social entrepreneurship do not suffice to explain the lack of interest of trade unions in the social economy.

The problems posed by the institutionalization of SSE will also be addressed. How can the original values and practices of an institution be maintained when it has millions of members, when it has to manage very large sums and to negotiate with the public authorities for subsidies or grants? The question of the financing of the social economy, its evolution and comparisons over time and between countries or regions makes it possible to mobilize several disciplinary approaches (anthropology, sociology, psychology) and to revisit old theories on historical relationships to money, work and solidarity.

SSE education and training have also been neglected in their global form, yet many SSE activists have also been education, popular education or vocational training activists. The contributions to the conference will also allow to explore all the links that have existed between SSE structures and educational institutions at different scales, such as schools, training institutions or socio-cultural activities.

Other areas of reflection can also contribute to the renewal of the SSE history. Gender issues or other forms of discrimination and inequality are one example (SSE structures may have been pioneers, others more reluctant on these issues). SSE institutions have also emerged in colonized areas before being promoted in recent development policies. There is also a rapprochement today between the SSE and issue pertaining to sustainable development, which are often defended by associative structures. The history of ecology intersects with the history of the SSE and they share similarities. More generally, a large number of economic alternatives in history in favor of a more cohesive society can be part of a global history of the SSE, whether in terms of organizational

modalities (cohesive community, collective management of resources, etc.) or goals (social justice, common good, rights equality, etc.). It will then be up to the contributors to show how their study can be linked to that of the history of the SSE.

Contributions will be in the form of a 20-minute paper and a publication is being considered by an SSE publisher.

Other forms of contributions may be proposed in the form of workshops, presentations of SSE history research projects, archives to be exploited, etc.

Any innovative approach that makes it possible to promote associative, cooperative and mutual values can be accepted if it is part of an historical approach.

The proposals will take the form of a 5000-sign abstracts presenting the problem and methodology, some bibliographical references and a presentation of the author(s). They should be sent before July 1st, 2019 at:

<https://histoire-ess.sciencesconf.org/>

For more informations, please contact :

Olivier CHAÏBI : [olivier.chaibi@u-pec.fr](mailto:olivier.chaibi@u-pec.fr)

Patricia TOUCAS-TRUYEN : [patricia.toucas@gmail.com](mailto:patricia.toucas@gmail.com)

Timothée DUVERGER : [t.duverger@sciencespobordeaux.fr](mailto:t.duverger@sciencespobordeaux.fr)

An answer will be provided by July, 15 2019. Feel free to contact us in the meantime for more details.

Social and Solidarity Economy Conference :

Organized by the CEDIAS with the participation of the COMUE Paris-Lumières, the CHS, the GRHIS, the CHRS-UQUAM, the ADDES and the CIRIEC

Organization committee :

BELOUET Eric (Cédias)  
CHAÏBI Olivier (IDHES)  
DUVERGER Timothée (ScPo Bordeaux)  
TOUCAS-TRUYEN Patricia (CHS)

Scientific committees

BLIN Alexia (CENA, EHESS)  
DOLINO-BRODIEZ Axelle (CNRS-Centre Norbert Elias)  
DREYFUS Michel (CHS, Paris)  
GACON Stéphane (Centre Georges Chevrier, Dijon)  
GEORGI Frank (CHS, Paris)  
GURNEY Peter (Essex)  
HAYAT Samuel (CNRS-CERAPS)  
LESPINET-MORET Isabelle (CHS, Paris)  
MAREC Yannick (GRHIS, Rouen)  
MAURER Catherine (EA ARCHE, Strasbourg)  
MERIGGI Maria Grazia (Université de Bergame)  
MIGNEMI Niccolo (École française de Rome)  
PETITCLERC Martin (CHRS, Montréal)  
ROUSSEAU Yvan (CIÉQ, Trois-Rivières)  
SINEY Charlotte (URCA)  
VAN GOETHEM Geert (AMSAB, Gent)

List of participating institutions :

- Cédias (Centre d'études, de documentation, d'information et d'actions sociales, Paris)
- COMUE Paris-Lumière
- CHS (Centre d'histoire sociale des mondes contemporains, UMR 8058, Paris)
- GRHis (Groupe de recherche d'histoire, EA 3831, Rouen)
- CHRS (Centre d'Histoire des régulations sociales, Montréal)
- ADDES (Association pour le développement des données sur l'économie sociale)
- CIRIEC (Centre International de Recherche et d'Information sur l'Économie Publique, Sociale et Coopérative)

## Bibliographie sélective / Selective bibliography

- BOUCHET Thomas, BOURDEAU Vincent, CASTLETON Edouard, FROBERT Ludovic, JARRIGE François (dir.), *Quand les socialistes inventaient l'avenir. Presse, théories et expériences, 1825-1860*, Paris, La Découverte, 2015.
- BREMAND Nathalie, *les socialistes et l'enfance. Expérimentation et utopie (1830-1870)*, Rennes, PUR, 2008.
- BRODIEZ-DOLINO Axelle, *Combattre la pauvreté: vulnérabilités sociales et sanitaires de 1880 à nos jours*, Paris, CNRS, 2013.
- CASTILLO Santiago, *Trabajadores y socorros mutuos en la España contemporánea*, Madrid, UGT, 1994.
- CHAÏBI Olivier, *Un pionnier de l'économie sociale, Jules Lechevalier: des socialismes « utopiques » aux modèles coopératifs*, Paris, LHarmattan, 2009.
- DEFASNE Jean, *Histoire des associations françaises*, Paris L'Harmattan, 2004.
- DESMARS Bernard, *Militants de l'utopie ? Les fouriéristes dans la seconde moitié du XIXe siècle*, Dijon, 2010.
- DESROCHE Henri, *Histoires d'économies sociales : d'un tiers état aux tiers secteurs (1791-1991)*, Paris, Syros-Alternatives, 1991.
- DESROCHE Henri, *Le projet coopératif : son utopie et sa pratique : ses appareils et ses réseaux, ses espérances et ses déconvenues*, Paris, Éd. ouvrières, 1976.
- DESROCHE Henri, *Solidarités ouvrières. I. Sociétaires et compagnons dans les associations coopératives (1831-1900)*, Paris, Éd. Ouvrières, 1981.
- DRAPERI Jean-François, *La République coopérative*, Bruxelles, Larcier, 2012.
- DREYFUS Michel, *Financer les utopies. Une histoire du Crédit coopératif (1893-2013)*, Arles, Actes Sud/IMEC, 2013.
- DREYFUS Michel, *Histoire de l'économie sociale de la grande Guerre à nos jours*, Rennes, PUR, 2017.
- DREYFUS, Michel, *Liberté, égalité, mutualité. Mutualisme et syndicalisme (1852-1967)*, Paris, Éd. de l'Atelier, 2001.
- DUVERGER Timothée, *L'économie sociale et solidaire. Une histoire de la société civile en France et en Europe de 1968 à nos jours*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2016.
- FLAMAND Jean-Paul et GUERRAND Roger-Henri, *Loger le peuple : essai sur l'histoire du logement social en France*, Paris, La découverte, 1989.
- FURLOUGH Ellen, *Consumer Cooperation in France. The Politics of Consumption (1834-1930)*, New-York, Cornell University Press, 1991.
- GAUMONT Jean, *Histoire générale de la coopération en France*, Paris, FNCC, 1924.
- GIBAUD Bernard, *Fédérer autrement : histoire de la Fédération Nationale de la Mutualité française (FNMF) 1902-2002*, Paris, Mutualité Française, 2003, 196p.
- GUESLIN André, *Histoire des crédits agricoles*, 2 vols., Paris, Economica, 1984.
- GUESLIN André, *L'Invention de l'économie sociale. Idées, pratiques et imaginaires coopératifs et mutualistes dans la France du XIXe siècle*, Paris, Economica, 1987, nouvelle édition augmentée 1998.
- GURNEY Peter, *Co-operative culture and the politics of consumption in England 1870-1930*, Manchester University press, 1996.
- HOLLER Jean, *L'Évolution d'une organisation professionnelle, l'Union fédérale des coopératives de commerçants dans le cadre des mutations de la distribution*, thèse de droit, Université Paris V, 1991.
- MENZANI Tito, *Il movimento cooperativo fra le due guere. Il caso italiano in il contesto europeo*, Carocci, 2008.

- MIGNEMI Niccolo, *Coopératives et mondes agricoles: France et Italie (1880-1950)*, Rennes, PUR, 2017.
- PETITCLERC Martin, *Nous protégeons l'infortune. Les origines populaires de l'économie sociale au Québec*, Montréal, VLB Éditeur, 2007
- TOPALOV Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, EHESS, 1999.
- TOUCAS-TRUYEN Patricia, DREYFUS Michel (dir.), *Les Coopérateurs. Deux siècles de pratiques coopératives*, Paris, Éd. de l'Atelier, 2005.
- TOUCAS-TRUYEN Patricia, *Histoire de la mutualité et des assurances : l'actualité d'un choix*, Paris, Syros/Mutualité française, 1998.
- VAN DER LINDEN Marcel, *Social Security Mutualism. The Comparative History of Mutual Benefit Societies*, Bern, Peter Lang, 1996.
- VERDIER Roger, *La longue marche de la coopération : de la verrerie ouvrière au pacte d'unité (1895-1912)*, Thèse de doctorat en sciences sociales, sous la dir. de DESROCHE Henri, Paris, EHESS, 1981.
- ZAIDMAN Sylvie-Esther, *Les Sociétés coopératives ouvrières de production en France de 1945 à nos jours*, thèse, Paris, Université Paris VII, 1989.